

ENSEMBLE LUTTONS CONTRE L'INSÉCURITÉ SOCIALE !

Les annonces faites par le premier ministre CASTEX et le président MACRON confirment qu'il n'y aura pas de changement de cap ! Ensemble faisons entendre nos revendications pour que le monde « d'après » ne soit pas pire que le monde « d'avant ».

Chantage à l'emploi, allongement du temps de travail, baisse des salaires, « accord de performance » et Activité Réduite pour le Maintien en Emploi (ARME), le gouvernement met en avant son arsenal pour détruire massivement les emplois, les droits des salariés et leurs conquises sociales, au profit des politiques patronales mortifères. Avec la retraite par points et la casse de l'assurance chômage notamment, ils s'acharnent à vouloir maintenir un vieux monde rétrograde pour satisfaire les intérêts du capital au détriment de l'intérêt des salarié.e.s, retraité.e.s et privé.e.s d'emplois.

La crise sanitaire a été le prétexte à toutes les attaques contre les droits des salarié.e.s et des fonctionnaires. L'après crise risque d'être terrible si les travailleurs.euses ne font pas barrage à cette politique irresponsable.

Alors que nous sommes encore dans l'incertitude quant à un possible retour de la pandémie, la catastrophe sociale est bien réelle.

Dans ses nouvelles prévisions financières rendues le 18 juin, l'Unedic, prévoit que la France va détruire 900 000 emplois d'ici fin 2020 et comptera 630 000 **privé.e.s d'emplois** indemnisé.e.s de plus. Dans les faits cela représentera au total un million de **privé.e.s d'emplois** supplémentaires, qui ne seront pas tous indemnisé.e.s.

Ce sont aussi les jeunes qui vont subir de plein fouet les dégâts de l'épidémie sur l'emploi : En septembre, environ 700 000 jeunes doivent rentrer sur le marché du travail. **Sur la retraite**, on annonce une nouvelle consultation en fin d'année et début 2021, mais sur le fond pas de changement sur la mise en place d'un système à points qui repousserait l'âge de départ à la retraite et appauvrirait les futur.e.s retraité.e.s.

Rien n'est fait pour un juste partage des richesses. Au contraire poursuites des cadeaux aux entreprises, particulièrement aux grands groupes qui engraisent les actionnaires et rien pour celles et ceux qui quotidiennement œuvrent, comme durant la crise sanitaire, pour l'intérêt collectif.



Pour nombre de salarié.e.s c'est le chantage à l'emploi qui se profile, avec les accords collectifs de « performance collective » : **tu as le choix entre le licenciement ou la baisse de rémunération.**

En face, ce sont 60 milliards de dividendes versés aux actionnaires du Cac 40 qui ont été versés en 2019, et 90 milliards d'exonération sociales et cadeaux fiscaux offerts au patronat.

C'est au nom du sacro-saint profit qu'ils veulent sacrifier des milliers de salarié.e.s, plonger dans la misère des milliers de familles et imposer la précarité à la jeunesse.

D'autres choix sont clairement possibles !

La trêve estivale arrive à son terme et c'est avec détermination que la CGT œuvre, avec les salarié.e.s et les agents, pour construire le jour d'après. Les mobilisations et la construction des luttes doivent s'intensifier. Partout, dans les entreprises et les services, les cahiers revendicatifs doivent être co-élaborés avec les travailleurs.es.

La CGT 64 appelle tous les syndicats, tou.te.s les salarié.e.s à tenir des assemblées générales avec les salarié.e.s -et si possible unitaires-, pour décider des modalités de participation à la grève, pour déposer un cahier revendicatif aux employeurs.euses avant de se rendre à la manifestation ou au retour de la manifestation !!!

Il faut passer des paroles aux actes !

Le remaniement ministériel, qui a changé les têtes sans changer les orientations, ne doit tromper personne. Les salarié.e.s, les fonctionnaires, les privé.e.s d'emplois et les retraité.e.s doivent continuer à préserver leurs intérêts et à s'organiser, tou.te.s ensemble, pour faire obstacle au monde voulu par Macron, Castex et le Medef.

La CGT, avec les salarié.e.s mobilisé.e.s, fait d'autres choix de société, à l'opposé de ceux présentés comme inéluctables. C'est pourquoi nous revendiquons :

- Le passage aux 32 heures de travail par semaine pour toutes et tous (**Création immédiate d'emplois**),
- **Augmentation des salaires, des retraites et le Smic à 1800 euros, égalité salariale** (Soutien à une meilleure consommation des ménages),
- Le renforcement de notre sécurité sociale et de notre système de retraite solidaire par répartition, avec un départ en retraite à taux plein à 60 ans (**Solidarité intergénérationnelle et création d'emplois**),
- La suppression de la réforme de l'assurance chômage (**Ne pas faire payer les plus précaires, solidarité**).



Pour une rentrée sociale d'ampleur, faisons du
17 septembre une grande journée d'action !

Les revendications portées par les salarié.e.s et leurs syndicats CGT dans les luttes, les projets alternatifs de développement de l'emploi ouvrent des perspectives. Il y a urgence à obtenir satisfaction à leurs légitimes combats, mettant fin aux politiques de casse.

La CGT 64 appelle les salarié-e-s, les retraité-e-s et les privé-e-s d'emplois à participer massivement à la journée de mobilisation du 17 septembre 2020 par des arrêts de travail et à la participation aux manifestations organisées à :

Bayonne : 10h30, Place Ste Ursule

Pau : 10h30, Place de Verdun

Le 17 septembre, imposons d'autres choix, nos choix !!!